

se) en une lutte contre la classe dominante et, en un support de l'offensive prolétarienne il s'agissait donc de conquérir l'appui (pratiquement la neutralité) de ces couches non pas en faisant bloc avec leurs partis (car cela aurait signifié avaliser les traites échues depuis longtemps de la démocratie petite bourgeoise et alimenter les illusions perpétuellement renaissantes dans les classes intermédiaires); non pas en se mettant à leur queue et en s'engageant à demander au gouvernement une avalisation impossible des revendications « des humbles », mais en conquérant ces couches par la justesse et la précision des mots d'ordre, par l'intrinsèque persuasion d'un programme d'action.

Aucun marxiste sérieux ne pouvait jamais penser que la question abyssine puisse donner lieu à un conflit d'ordre idéologique ou qu'il était possible de réfréner les velléités expansionnistes d'un impérialisme jeune, en coalisant pour une œuvre commune des Etats impérialistes divisés par de profondes rivalités, préoccupés par trop de problèmes, anxieux des conséquences sociales d'un nouveau conflit mondial. Aucun marxiste sérieux ne pouvait croire que la crise elle-même puisse recevoir une solution bourgeoise. Comme si le statu-quo européen tel qu'il est (né d'une paix impérialiste et miné par de profonds antagonismes) sorti au surplus d'une crise comme celle de 1929-33, s'était pas un statu-quo impérialiste.

A cette politique active de classe on a préféré la politique de la renonciation et de l'abandon de tout postulat de classe : on a cultivé l'illusion que les gouvernements bourgeois devaient et pouvaient intervenir contre le fascisme, que les masses devaient demander cette intervention dans la forme légale qui est de rite dans un bon pays démocratique; que la guerre éventuelle (des impérialismes satisfaits contre les impérialismes insatisfaits) était la guerre des prolétaires et des couches inférieures que, enfin, le statu-quo était vraiment un statu-quo. On a préféré à la radicalisation des masses la radicalisation de la... bureaucratie, à la réalité d'une Internationale ouvrière le mythe d'une Société des Nations bourgeoise plaisamment disposée à tirer les marrons du feu pour le compte de ces couches inférieures.

Et l'on arriva jusqu'à cultiver l'idée de la possibilité d'une guerre (faite naturelle-

ment par les gouvernements bourgeois avec l'aide désintéressée des ouvriers, des paysans, de tous les opprimés) qui aurait dû rétablir des conditions équitables de paix sur le malheureux continent européen. Renonciation cuverte à toute position de bataille. Alors qu'à l'intérieur de chaque pays, de chaque parti communiste, on en arrivait à effacer non seulement la vision des différences mais jusqu'à la vision des oppositions entre les classes, sur le plan international on aboutissait à une défense de l'ordre capitaliste et au reniement des tâches historiques de l'Internationale.

La Russie justement préoccupée par les visées expansionnistes du Japon et de l'Allemagne, se sentait évidemment plus garantie par des alliances bourgeoises que par une vigoureuse reprise des mouvements révolutionnaires dans les différents pays.

Alors qu'à l'intérieur le parti prenait une physionomie démocratique et s'efforçait anxieusement de démontrer aux bons bourgeois que le diable n'était pas aussi méchant qu'il en avait l'air (et par cela il renonçait à dénoncer le véritable « diable » contre lequel le prolétariat est appelé à combattre), la vie autonome de l'Internationale Communiste se consommait. Cette dernière se faisait, tour à tour, porte-drapeau de la guerre démocratique (le mot d'ordre de 1914 de la II^e Internationale de triste mémoire) comme si, pour les ouvriers, une formule semblable pouvait avoir un sens; porte-drapeau de la paix, à savoir de l'Europe de Versailles, comme si cette paix et cette guerre ne devaient être pour une Internationale Communiste autre chose que la guerre ou la paix de l'ennemi : paix et guerre sur quoi un parti révolutionnaire peut poser son jeu, mais dont il ne peut prendre aucune responsabilité, dont il ne peut cesser de se proclamer l'ennemi sous peine de se condamner à ne plus jamais pouvoir en profiter. Une autre fois, alors qu'on se déplaçait du prolétariat (qui sur le plan national ne peut avoir d'illusions sur son gouvernement et sur sa « démocratie ») aux idéologies des classes moyennes, au lieu de détacher celles-ci des exploiters capitalistes et les rapprocher de la classe ouvrière, on se détachait de la solide garantie des luttes révolutionnaires qu'est l'Internationale Communiste (en cela seulement peut consister la garantie de paix pour un Etat prolétarien, à condition toutefois que la Russie puisse encore s'appeler

tel) pour faire de celle-ci une sous-section de la Société des Nations.

Dans cette analyse s'exprime, plus que le développement organique de la situation, la façon dont la situation se réfléchissait dans la conscience de ceux qui, à l'intérieur des partis communistes ou dans la collaboration avec ceux-ci, suivaient avec une préoccupation croissante le développement de la politique de l'Internationale. Mais la situation était (c'est là un fait acquis) le résultat logique de tout un processus qui, de la situation du parti russe, se répercutait dans la politique internationale et cette même situation réagissait avec les immanquables défaites résultant d'une orientation fautive, sur cette politique. S'étant cuirassé dans l'édification « Nationale » du socialisme, le parti russe s'extirpait des exigences de la révolution mondiale et les contre-coups de cette dernière le renfermaient toujours plus dans cette tâche désespérée et organisatoire.

Si le repliement sur des positions démocratiques et réformistes pouvait être masqué par une intransigeance démagogique et, si l'absence d'une orientation internationaliste pouvait être dissimulée par des déclarations renouvelées sur les finalités de la « défense de la république soviétique », les directives respectives subissaient pratiquement leur épreuve et se réalisaient pratiquement : elles n'étaient plus objet de polémique. Le centrisme (Trotsky l'avait indiqué plusieurs fois) a comme caractéristique celle des oscillations perpétuelles du pseudo-extrémisme à la tactique du compromis : il est en fait et est resté encore le plus grand parti de classe, dans le sens qu'il a recueilli sous son drapeau (le drapeau de la tradition révolutionnaire, qu'on ne l'oublie pas et de la grande révolution) la masse la plus décidée du prolétariat. Et c'est de cette masse en fermentation qu'est née, l'exigence sincère d'une politique révolutionnaire. Mais au moment décisif, l'élément dirigeant a toujours imposé (avec l'autorité requise de cette foi et de tant d'autres facteurs) une politique de compromis. Il est inutile d'invoquer des dates et de révoquer des précédents qui sont bien clairs devant nous. Les exigences d'une Russie repliée sur elle-même et par cela même conservatrice, au sein de laquelle des discriminations sociales et des situations de privilèges allaient se créer, où nécessairement

la pointe de la révolution cédait au profit du conservatisme, se reflétait ainsi sur la situation internationale où les partis opprimés par la bureaucratie n'élaboraient pas les problèmes d'un rapport entre l'Etat soviétique et les forces révolutionnaires. Il s'explique également qu'à côté des impositions du sommet (qui ne suffisent pas à expliquer les situations de fait) au sein des partis membres de l'Internationale, prennent toujours l'avantage ces éléments de l'aristocratie ouvrière ou corrompus par une longue vie démocratique et pour lesquels l'heure des compromis ne sonnait jamais trop tard.

De ces prémisses surgissait la politique du Front Populaire : politique que nous ne considérons pas comme une erreur puisqu'elle est la logique application concrète de la tactique du compromis, et l'expression directe de la figure sociale des partis qui y adhèrent. Elle fut précédée par le Front Unique (de partis ouvriers non de classe). Mais le Front Unique n'en fut que l'introduction. Privé de tout contenu de classe, il ne signifiait que la parfaite unité des deux partis, leur parfait accord pour se laisser engloutir par la démocratie bourgeoise. Mais avec la politique du Front Populaire, avec les décisions du 7^e Congrès, ce qui avait été les oscillations du passé devenait programme, et il se vérifiait vraiment, en période de reprise de la lutte des classes, cette fonction conservatrice dont nous parlions ci-dessus.

La lutte des classes se transformait en effet en lutte idéologique : à l'antithèse *capital-travail* s'opposait l'antithèse *démocratie-fascisme*. En d'autres paroles, l'opposition pour nous effective (prolétariat-démocratie bourgeoise) devenait une continuité; ce qui pour nous est tout simplement une différence de méthode dans la domination de classe de la bourgeoisie (démocratie-fascisme) devenait une opposition et le centre naturel de la lutte prolétarienne devenait la démocratie : le socialisme n'était plus qu'une logique conclusion d'une politique démocratique. La lutte contre le fascisme impliquait pourtant la défense de l'ordre républicain à l'intérieur, la défense nationale et la défense du statu-quo bourgeois à l'extérieur : comme si la lutte contre le fascisme pouvait se résoudre sur le plan bourgeois ! Comme si la défense de la paix sociale et de l'ordre (ce ne sont pas